

Chapitre 4 – Les états financiers

Le règlement 99-02 du CRC fournit seulement un modèle indicatif de bilan et de compte de résultat avec des rubriques qui doivent obligatoirement apparaître dès lors qu'elles sont significatives. S'il le souhaite, le groupe peut ajouter d'autres rubriques.

Tableau 4.1 bis – Modèle de bilan consolidé
(Règlement 99-02 du CRC)

ACTIF	N	N-1	PASSIF	N	N-1
Actif immobilisé Ecarts d'acquisition Immob. incorporelles Immob. corporelles Immob. financières Titres de sociétés mises en équiv.			Capitaux propres (part du groupe) Capital ¹ Primes ¹ Réserves et résultats consolidés Autres		
Actif circulant Stocks et en-cours Clts et cptes rattachés Autres créances et cptes de régul. ² VMP Disponibilités			Intérêts minoritaires Provisions Dettes Emp. et dettes fcières Frs et cptes rattachés Autres dettes et cptes de régul. ²		
Total de l'actif			Total du passif		

¹ Capital et primes de la société mère.

² Dont actifs et passifs d'impôts différés.

Principales différences avec l'IAS 1 :

- Présentation sous forme de tableau.
- Pas d'obligation de faire ressortir les capitaux propres de l'ensemble consolidé (groupe et minoritaires).
- La distinction courant / non courant n'existe pas.

Tableau 4.4 ter – *Modèle de compte de résultat consolidé par nature*
(règlement 99-02 du CRC)

	N	N-1
Chiffre d'affaires		
Autres produits d'exploitation		
Achats consommés		
Charges de personnel		
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Résultat d'exploitation		
Charges et produits financiers		
Résultat courant des entreprises intégrées		
Charges et produits exceptionnels		
Impôts sur les résultats		
Résultat net des entreprises intégrées		
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
Résultat net de l'ensemble consolidé		
Intérêts minoritaires		
Résultat net (part du groupe)		
Résultat de base par action		
Résultat dilué par action		

Tableau 4 quat – *Modèle de compte de résultat consolidé par fonction*
(règlement 99-02 du CRC)

	N	N-1
Chiffre d'affaires		
Coût des ventes		
Charges commerciales		
Charges administratives		
Autres charges et produits d'exploitation		
Résultat d'exploitation		
Charges et produits financiers		
Résultat courant des entreprises intégrées		
Charges et produits exceptionnels		
Impôts sur les résultats		
Résultat net des entreprises intégrées		
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
Résultat net de l'ensemble consolidé		
Intérêts minoritaires		
Résultat net (part du groupe)		
Résultat de base par action		
Résultat dilué par action		

Le compte de résultat peut aussi être présenté en tableau.

Corrigé du QCM

1. Réponse b. Un actif courant est un actif que le groupe pense réaliser, consommer ou vendre dans le cadre de son cycle d'exploitation normal. En l'espèce, le cycle d'exploitation pour obtenir un rhum de qualité comme la « réserve » est particulièrement long (supérieur à 12 mois).
2. Vrai. Le résultat des activités abandonnées est présenté distinctement du résultat des activités poursuivies. La somme des deux donne le résultat net.
3. Réponses a et d. Les stocks et créances clients répondent plutôt à la définition d'actifs courants. Ce n'est pas le cas du matériel et du *goodwill* qui sont donc considérés comme non courants.
4. Réponse a. Le résultat par action de base ou dilué est calculé pour les seules actions ordinaires.
5. Réponse a. La diminution des créances clients se traduit par des encaissements plus importants et donc un flux de trésorerie opérationnel plus élevé.

Pour répondre aux questions 6 à 10, il est possible de construire l'état du résultat global avec un compte de résultat par fonction.

Produits des activités ordinaires	100 000
– Coût des ventes ¹	– 40 000
= <i>Marge brute</i>	60 000
– Coûts commerciaux et administratifs	– 20 000
= <i>Résultat opérationnel</i>	40 000
– Charges financières	– 5 000
– Charge d'impôt sur le résultat	– 10 000
= <i>Résultat après impôt des activités maintenues</i>	25 000
+ <i>Résultat après impôt des activités abandonnées</i>	– 25 000
= <i>Résultat net de l'exercice</i>	0
Autres charges et produits du résultat global	20 000
Résultat global	20 000

¹ Coût des ventes s'élève à 40 000 € (= 60 000 + 30 000 – 50 000).

6. Réponse d.
7. Réponse c.
8. Réponse a.
9. Réponse b.
10. Réponse c.
11. Réponse d. Les actifs courants comprennent les créances clients (30 000 €), la banque (20 000 €), les stocks (25 000 €), les actifs financiers détenus à des fins de transaction (15 000 €) et le prêt pour le montant à échéance inférieure ou égale à 12 mois (20 000 €), soit un total de

110 000 € (= 30 000 + 20 000 + 25 000 + 15 000 + 20 000). Les actifs destinés à être cédés (IFRS 5) ne sont pas considérés comme des actifs courants. Ils apparaissent après les actifs non courants et courants. Quant aux actifs et passifs d'impôts différés, ils apparaissent toujours en non courants, quelle que soit l'échéance attendue.

12. Faux. D'une part, même si l'IFRS 8 énumère les informations à publier, à l'exception du résultat, seules les données suivies en interne par le principal dirigeant du groupe pour l'affectation des ressources et l'évaluation des performances sont obligatoires. D'autre part, ces données doivent être communiquées telles qu'elles sont présentées au principal dirigeant du groupe. En d'autres termes, elles sont issues du *reporting* interne et ne constituent donc pas nécessairement une information comptable.

13. Réponse d. Le résultat attribuable aux actions ordinaires en circulation correspond au résultat groupe (hors minoritaires), soit 900 000 €. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation en N s'élève à 53 500 (= 50 000 + 1 500 + 12 000 × 50 % × 4/12). Cela conduit à un résultat par action de base de 16,82 € (= 900 000 € / 53 500 actions).

14. Réponse c. Le calcul du résultat par action dilué suppose de tester la dilution du résultat des 1 500 actions ordinaires potentielles liées aux obligations convertibles restantes. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et potentielles se calcule ainsi $50\,000 + 1\,500 \times 2 + 12\,000 \times 50\% \times 4/12 = 55\,000$. Le résultat attribuable aux actions ordinaires est retraité du coupon (net d'impôts) qui n'est plus supporté en cas de conversion, soit $900\,000 + (800\,000 \times 50\% \times 60\%) = 1\,140\,000$ €. Nous obtenons alors un résultat dilué par action de $1\,140\,000 \text{ €} / 55\,000 \text{ actions} = 20,73 \text{ €}$.

15. Non. Le « fait générateur » est intervenu sur l'exercice N+1. En N, le risque n'existe pas. Il n'y a donc pas lieu d'enregistrer de dépréciation sur le matériel au titre de l'exercice N.

16. Réponse b. S'agissant d'un changement d'estimation comptable, l'application est prospective. Or, au 31/12/N-1, le matériel présentait une valeur comptable de 40 000 € (= 60 000 - 60 000/6 × 2). La nouvelle valeur comptable à la fin de l'exercice N s'élève donc à 20 000 € (= 40 000 - 40 000 / 2 années restantes).

17. Réponse c. S'agissant d'une erreur, la correction doit intervenir de manière rétrospective en corrigeant le résultat de l'an passé et donc les réserves de l'exercice N+1.

Corrigé des exercices

Exercice 1

Compte de résultat de l'exercice N

Produits des activités ordinaires	7 500 000
– Coût des ventes ¹	– 5 380 000
= <i>Marge brute</i>	2 120 000
+ Autres produits	+ 240 000
– Coûts commerciaux ²	– 816 000
– Charges administratives ³	– 1 000 000
= <i>Résultat opérationnel</i>	544 000
– Charges financières	– 86 000
+ Produits financiers	+ 123 000
+/- Quote-part dans le résultat net des entités associées et des co-entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	+ 21 000
– Charge d'impôt sur le résultat (150 000 + 80 000) ⁴	– 230 000
= <i>Résultat après impôt des activités maintenues</i>	372 000
+ <i>Résultat après impôt des activités abandonnées</i>	0
= <i>Résultat net de l'exercice</i>	372 000
Dont attribuable au groupe	342 000
Dont attribuable aux intérêts minoritaires	30 000

¹ Le coût des ventes correspond au coût de production des produits fabriqués + stock initial de produits – stock final de produits :

Consommation de matières :

Achats + stock initial – stock final (2 560 000 + 70 000 – 80 000)	2 550 000 €
Charges externes de production	120 000 €
Charges de personnel de production	2 370 000 €
Dotations de production	<u>360 000 €</u>
Coût de production des produits fabriqués	5 400 000 €
+ Stock initial de produits finis	+ 110 000 €
– Stock final de produits finis	<u>– 130 000 €</u>
	5 380 000 €

² Les coûts commerciaux comprennent des charges externes pour 234 000 €, des charges de personnel pour 500 000 € et des dotations aux amortissements, provisions et dépréciations pour 82 000 €, soit un total de 816 000 €.

³ Les coûts administratifs sont constitués de charges externes pour 110 000 €, de charges de personnel pour 800 000 € et de dotations aux amortissements, provisions et dépréciations pour 90 000 €, soit un total de 1 000 000 €.

⁴ La partie de l'impôt différé actif considérée comme non-récupérable doit être éliminée (*se reporter à la note n° 9 sur les impôts différés au bas de la balance de consolidation fournie dans l'énoncé*). Cela se traduit par une augmentation de la charge d'impôt sur le résultat de 80 000 €.

⁵ *Se reporter à la note n° 2 au bas de la balance de consolidation fournie dans l'énoncé.*

Comptabilité internationale : IAS et IFRS

État du résultat global de l'exercice N

<i>Résultat net</i>	372 000
Éléments reclassés ultérieurement en résultat net :	
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	15 000
Éléments non reclassés ultérieurement en résultat net :	
Réévaluation des immobilisations	25 000
Réévaluation au titre des régimes à prestations définies	3 000
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>	415 000
<i>Résultat global</i>	
Dont part du groupe ¹	377 000
Dont intérêts minoritaires	38 000

¹ Les notes n° 1 et 2 au bas de la balance consolidée de l'énoncé indiquent la part des intérêts minoritaires dans le résultat global : 38 000 € (= 30 000 + 8 000).

État de situation financière au 31 décembre de l'année N

<i>Goodwill (234 000 – 84 000)</i>	150 000
Marques	78 000
Logiciels (32 000 – 25 000)	7 000
Terrain	1 323 000
Constructions (3 200 000 – 1 858 000)	1 342 000
Immeubles de placement	550 000
Matériels industriels (1 940 000 – 1 140 000)	800 000
Participations mises en équivalence	346 000
Actifs financiers disponibles à la vente	160 000
Prêts	92 000
Actifs d'impôts différés ¹	195 000
<i>Actifs non courants</i>	5 043 000
Stocks ²	210 000
Créances clients ³	220 000
Autres créances	79 000
Trésorerie	250 000
<i>Actifs courants</i>	759 000
Actifs destinés à être cédés	0
Total	5 802 000
Capital émis	1 000 000
Réserves consolidées	1 950 000
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁴	155 000
Résultat consolidé	342 000
<i>Capitaux propres du groupe</i>	3 447 000
Intérêts minoritaires (120 000 + 30 000 + 18 000)	168 000
<i>Total des capitaux propres</i>	3 615 000
Provisions (167 000 – 37 000)	130 000
Dettes financières (1 600 000 – 180 000)	1 420 000
Passifs d'impôts différés	75 000
<i>Passifs non courants</i>	1 625 000

Comptabilité internationale : IAS et IFRS

Provisions	37 000
Dettes financières	180 000
Dettes d'impôts courants	45 000
Dettes fournisseurs ²	300 000
<i>Passifs courants</i>	562 000
Passifs destinés à être cédés	0
Total	5 802 000

¹ Les impôts différés actifs sont retenus à condition qu'il y ait une probabilité raisonnable de récupération future. Ce n'est pas le cas à hauteur de 80 000 €. Le groupe doit donc inscrire uniquement 195 000 € (= 275 000 – 80 000) d'actifs d'impôts différés. La partie *a priori* non récupérable est inscrite en augmentation de la charge d'impôt sur les bénéfices.

² Les stocks doivent apparaître pour leur valeur en clôture, soit 210 000 € (= 80 000 + 130 000).

³ Les créances et dettes réciproques doivent être éliminées dans le processus de consolidation. Nous retenons donc 220 000 € (= 266 000 – 46 000) pour les créances clients et 300 000 € (= 346 000 – 46 000) pour les dettes fournisseurs.

⁴ Ce poste comprend tous les autres éléments du résultat global, à savoir : les réévaluations sur actifs corporels (135 000 €) et sur les actifs financiers disponibles à la vente (25 000 €) et les écarts actuariels (13 000 €), soit un total de 173 000 €. Au niveau des capitaux propres du groupe, il faut éliminer la partie minoritaire de 18 000 € (se reporter à la note de bas de page 1 de l'énoncé), d'où un montant de 155 000 € (= 173 000 – 18 000).

Dans cet exercice, la construction de l'état des variations des capitaux propres suppose de répartir des capitaux propres de clôture de l'exercice N et d'intégrer les mouvements de l'exercice N pour remonter aux soldes de clôture de l'année passée N-1.

État de variation des capitaux propres de l'exercice N (en K€)

	Capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres du groupe	Capitaux propres des minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres N-1	1 000	2 020	120	3 140	130	3 270
Plan actions gratuites		50		50		50
Dividendes		- 120		- 120		- 120
Résultat net de l'exercice ¹		342		342	30	372
Autres éléments du résultat global ²			35	35	8	43
Capitaux propres N	1 000	2 292	155	3 447	168	3 615

¹ Se reporter au compte de résultat.

² Les deux premières notes au bas de la balance de l'énoncé indiquent que les autres éléments du résultat global de l'exercice s'élèvent au total à 43 000 € = 25 000 + 15 000 + 3 000 (détail du montant que l'on retrouve dans l'état du résultat global) dont 8 000 € revenant aux minoritaires, soit 35 000 € (= 43 000 - 8 000) pour le groupe.

Exercice 2

Calcul du résultat de base par action

Résultat de base par action = $(400\,000 - 52\,000) / (200\,000 + 30\,000 \times 7/12) = 348\,000 / 217\,500 = 1,60$ € par action ordinaire.

Calcul du résultat dilué par action

Dans cet exercice, il existe deux catégories d'actions ordinaires *potentielles*, à savoir : les actions ordinaires qui pourraient résulter de la conversion ultérieure de l'emprunt obligataire (42 000 nouvelles actions potentielles) et les actions ordinaires supplémentaires liées à l'éventuel exercice des options d'achat. Le calcul du bénéfice dilué par action n'intégrant que les actions ordinaires potentielles à *effet dilutif*, il convient de tester leur caractère dilutif. En d'autres termes, si ces actions potentielles avaient été mises en circulation, cela se serait-il traduit par une baisse du bénéfice par action ?

Calcul du résultat dilué par action avec l'hypothèse d'une conversion de l'emprunt obligataire :

$$(348\ 000 + 60\ 000 \times 70\ %) / (217\ 500 + 42\ 000 \times 11/12) = 390\ 000 / 256\ 000 = 1,52\ \text{€}$$

L'hypothèse de conversion peut être posée au plus tôt à la date d'émission des titres obligataires (même si la conversion effective ne peut intervenir qu'en N+3). Cette hypothèse entraîne une baisse du bénéfice par action, c'est-à-dire une dilution du résultat de 0,08 € (= 1,60 – 1,52). Nous retenons donc ces actions ordinaires potentielles dans le calcul du résultat par action dilué.

Calcul du résultat dilué par action avec l'hypothèse d'exercice des options d'achat :

Dans le cas d'options d'achat d'actions ordinaires, l'hypothèse d'exercice est seulement retenue si elle a un effet dilutif c'est-à-dire si le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de marché sur la période de l'action sous-jacente. C'est le cas de cette application avec un prix d'exercice de 40,50 € alors que le cours de bourse moyen est de 45 €. La dilution est estimée à 4,50 € (= 45 – 40,50) par option. Dans le cas contraire, ces options n'ont pas d'effet dilutif. Si elles étaient exercées, elles se traduiraient par une émission d'actions à un prix supérieur au cours moyen de marché.

Les actions ordinaires potentielles dilutives correspondent aux actions qui seraient émises sans contrepartie après émission des actions au cours moyen de marché. En d'autres termes, l'exercice des options entraînerait l'encaissement par l'entreprise de 2 430 000 € (= 60 000 × 40,50 €). Étant donné le cours moyen de marché de 45 €, cela équivaldrait à 54 000 actions (= 2 430 000 / 45), d'où 6 000 nouvelles actions (= 60 000 – 54 000) sans contrepartie. En d'autres termes, l'exercice de ces options s'accompagnerait de 6 000 nouvelles actions à effet dilutif que nous intégrons à partir de la date d'émission des options, soit le 1^{er} mars (10 mois sur une année de 12 mois).

$$\text{Bénéfice dilué par action} = 348\ 000 / (217\ 500 + 6\ 000 \times 10/12) = 1,56\ \text{€}.$$

L'hypothèse d'exercice des options présente également un caractère dilutif. Pour le calcul du bénéfice par action dilué, nous retenons donc les deux catégories d'actions ordinaires potentielles.

Calcul du résultat dilué par action avec l'hypothèse de conversion de l'emprunt obligataire et de l'exercice des options d'achat :

$$\text{Bénéfice dilué par action} = 390\ 000 / (256\ 000 + 6\ 000 \times 10/12) = 1,49\ \text{€}.$$

Exercice 3

1. Compléter le tableau des flux de trésorerie consolidé du groupe

Tableau des flux de trésorerie consolidé au 30/6/N (K€)

Résultat net ¹	18 598
Résultat net des entreprises mises en équivalence	- 76
Amortissements, dépréciations et provisions ²	25 073
Plus-values de cession des contrats ³	- 44 762
Plus-values de cession des autres immobilisations	217
Charges d'impôts	10 278
Capacité d'autofinancement avant impôt	9 328
Charge d'impôt payé	- 3 750
Variation du besoin en fonds de roulement	3 638
Flux net de trésorerie généré par l'activité	9 216
Acquisition de contrats joueurs nette de variation de dettes	- 33 844
Acquisition d'autres immobilisations incorporelles	- 590
Acquisition d'immobilisations corporelles ⁴	- 4 530
Acquisition d'actifs financiers non-courants ⁴	- 174
Cession de contrats joueurs nette de variation de créances	42 967
Cession ou diminution des autres actifs immobilisés	127
Acquisition de filiales nette de trésorerie acquise	- 576
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	3 380
Augmentation de capital ⁵	90 561
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère ⁶	- 931
Dividendes versés aux intérêts minoritaires ⁶	- 258
Nouveaux emprunts	8 624
Remboursements d'emprunts ⁷	- 10 639
Titres d'autocontrôle	- 310
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	87 047
Variation de trésorerie	99 643
Trésorerie d'ouverture ⁸	50 396
Trésorerie de clôture ⁸	150 039

¹ Résultat net : 18 598 K€ (voir compte de résultat).

² Amortissements, dépréciations et provisions : $936 + 24\,114 + 23 = 25\,073$ K€ (voir compte de résultat et informations complémentaires).

³ Plus-values de cession des contrats : 44 762 K€ (EBE sur contrats de joueurs : voir compte de résultat).

⁴ Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs financiers non courants (hors « créances sur contrats de joueurs » intégrées dans le poste « cession de contrats de joueurs nette de variations de créances ») : 4 530 K€ et 174 K€ (= 250 - 76) (voir tableaux complémentaires de l'annexe 3). Pour les actifs financiers non-courants, nous ne retenons pas l'augmentation de 76 K€ des titres mis en équivalence. Cela ne correspond pas à un décaissement mais à la quote-part de résultat de l'exercice revenant au groupe au titre de ses participations dans les co-entreprises et, ou les entreprises associées. D'ailleurs, ce montant a également été éliminé du résultat net pour obtenir le flux net de trésorerie généré par l'activité.

⁵ L'apport en capital correspond à la variation des postes capital et primes d'émission au bilan sur les deux années : $(20\,127 + 102\,865) - (14\,155 + 18\,276) = 90\,561$ K€.

⁶ Dividendes versés aux actionnaires de la société mère : 931 K€, d'où 258 K€ ($= 1\,189 - 931$) versés aux minoritaires (*voir dernier tableau de l'annexe 3*).

⁷ Pour connaître le montant des emprunts remboursés, il convient de faire la différence sur les emprunts (courants et non-courants) au bilan entre les deux exercices en ajoutant les nouveaux emprunts de l'exercice apparaissant dans le tableau des flux de trésorerie : $(13\,627 + 10\,639 + 8\,624) - (16\,629 + 5\,622) = 10\,639$ K€.

⁸ À partir du bilan, il est possible de retrouver les montants fournis par l'énoncé :
Trésorerie d'ouverture (bilan au 30/6/N-1) = Disponibilités + Équivalents trésorerie - Découverts bancaires = $54\,146 - 3\,750 = 50\,396$ K€.
Trésorerie de clôture (bilan au 30/6/N) = Disponibilités + Équivalents trésorerie - Découverts bancaires = $150\,297 - 258 = 150\,039$ K€.

2. Retrouver le montant de la ligne « Acquisition de joueurs nette de variation de dettes ».

L'intitulé « acquisition de contrats joueurs nette de variation de dettes » correspond aux sorties de trésorerie liées à l'acquisition de joueurs = Acquisition de nouveaux joueurs pour 26 736 K€ (*se reporter aux informations complémentaires*) - Variation des dettes sur contrats de joueurs entre les deux exercices pour - 7 108 € ($= 8\,076 + 23\,036 - 13\,482 - 24\,738$), soit un total de 33 844 K€ ($= 26\,736 + 7\,108$).

3. Analyse du tableau des flux de trésorerie

La trésorerie a augmenté de 99 643 K€, passant de 50 396 K€ à 150 039 K€ en raison essentiellement des opérations de financement avec l'augmentation de capital intervenue sur l'exercice et, dans une moindre mesure, de flux nets de trésorerie positifs sur les activités opérationnelle et d'investissement :

- Le flux net opérationnel s'élève à 9 216 K€ en raison d'une capacité d'autofinancement (hors contrats de joueurs) après impôts de 5 578 € ($= 9\,328 - 3\,750$) et d'un dégageant de ressources en fonds de roulement de 3 638 K€.

- Le flux net d'investissement de 3 380 K€ s'explique principalement par des encaissements liés aux cessions de joueurs (42 967 K€) supérieurs aux décaissements relatifs aux acquisitions (33 844 K€). Cet accroissement de trésorerie est partiellement « consommé » par l'acquisition d'autres actifs, notamment des immobilisations corporelles (4 530 K€).

- Le flux net de financement qui est très largement positif (87 047 K€) provient essentiellement d'une augmentation de capital (90 561 K€). Quant aux nouveaux emprunts (8 624 K€), ils ne couvrent pas la totalité des remboursements (10 639 K€).